

Pau, le 16 février 2023

ARRETE N°AP-2023-0029

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-26 et R.412-28 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 11 février 1988 réglementant le sens de circulation et le régime de priorité des diverses voies de la ville de PAU ;

Considérant que l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 11 février 1988 ont été abrogées hormis celles concernant la rue Fénelon ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publiques de prendre un nouvel arrêté afin de réglementer le sens de circulation et le régime de priorité de la rue Fénelon ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} - L'arrêté municipal en date du 11 février 1988 qui réglementait le sens de circulation et le régime de priorité rue Fénelon est abrogé.

ARTICLE 2 - Un sens unique de circulation est instauré rue Fénelon, dans le sens rue René Cassin vers rue Jean Réveil.

ARTICLE 3 - Les conducteurs circulant rue Fénelon devront céder le passage aux véhicules circulant sur la rue Jean Réveil et ne devront s'engager sur cette dernière voie qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 4 - Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 5 - Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

ARTICLE 6 - En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire